

# Déclaration

---

95/64

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION  
DE  
L'HONORABLE RAYMOND CHAN,  
SECRÉTAIRE D'ÉTAT (ASIE-PACIFIQUE),  
DEVANT  
LA HONG KONG-CANADA BUSINESS ASSOCIATION

MONTREAL (Québec)  
Le 24 octobre 1995



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada

Canada

Je suis heureux de cette occasion qui m'est offerte de m'adresser à la Hong Kong-Canada Business Association. Je connais très bien votre réputation d'association énergique qui met en oeuvre des initiatives novatrices, et je suis honoré qu'on m'ait demandé de vous parler aujourd'hui.

Permettez-moi de commencer en soulignant l'importance que notre gouvernement accorde à notre programme en matière de commerce. Ensuite, je m'attarderai aux échanges du Canada avec et par Hong Kong, puis je terminerai par un examen des moyens de nourrir le dynamisme de notre partenariat bilatéral dans un environnement mondial et durant les changements que nous anticipons pour un proche avenir.

En ma qualité de secrétaire d'État pour l'Asie-Pacifique, une de mes fonctions clés consiste à élargir les possibilités d'exportation du Canada vers la région. Notre gouvernement l'a prouvé sans conteste au cours des deux premières années de son mandat, les échanges, c'est-à-dire les exportations, l'investissement et le transfert technologique, constituent la pierre angulaire du maintien de la prospérité du Canada. L'exportation de biens et services canadiens alimente plus du quart du produit intérieur brut de notre pays. Les exportations sont directement et indirectement à l'origine de plus de 2 millions d'emplois au Canada. Et, fait plus important encore, le secteur des exportations est l'élément qui a stimulé le plus dynamiquement la croissance de l'économie canadienne. Pour toutes ces raisons donc, l'expansion du commerce international occupe une place fortement prioritaire dans le programme économique de notre gouvernement.

À mon avis, sans nul doute, la prépondérance que notre gouvernement accorde à l'Asie-Pacifique, et les motifs que nous donnons aux Canadiens pour l'expliquer, est peut-être pour la population la meilleure illustration de la philosophie de notre Livre rouge. En bref, les exportations créent des emplois qui à leur tour engendrent des richesses pour les Canadiens, contribuant ainsi à réduire le déficit et à assurer la survie de bon nombre des programmes, comme l'assurance-santé, qui font de notre pays l'envie du reste du monde.

Au cours des années 1980, les taux de croissance de la plupart des pays de l'Asie-Pacifique ont été de plus du double de ceux des autres pays. La proportion du revenu mondial que détient l'Asie pourrait passer des 24 p. 100 qu'elle était en 1989 à 35 p. 100 d'ici à 2010 et à plus de 50 p. 100 en 2040. Les entreprises canadiennes doivent se préparer à profiter des occasions qui se présenteront. La prospérité de notre nation dépendra de plus en plus de notre aptitude à nous assurer un plus grand accès aux marchés asiatiques et à concevoir des initiatives qui conféreront le plus grand avantage concurrentiel possible aux exportateurs canadiens. Le Premier ministre m'a désigné comme son joueur de pointe dans cette joute, ce qui fait que je suis heureux de constater que les exportations du Canada vers les pays

de l'Asie-Pacifique, l'an dernier, ont augmenté de 19 p. 100 pour s'établir à 19,8 milliards de dollars, un chiffre record. Les échanges bilatéraux atteignent maintenant 48 milliards de dollars, soit une hausse de 50 p. 100 par rapport à 1993.

Hong Kong, avec sa population de moins de 7 millions d'habitants, représente notre 11<sup>e</sup> marché d'exportation. Déjà au cours des six premiers mois de 1995, nos exportations ont augmenté de 89 p. 100, un record extraordinaire!

Les investissements en provenance de Hong Kong demeurent fermes, aux alentours de 4 milliards de dollars par année. Une bonne partie de ces investissements est générée par le flux massif de gens d'affaires et autres qui émigrent au Canada, qui est de loin la destination privilégiée de ceux et celles qui quittent Hong Kong. Et non, les investissements ne sont pas canalisés uniquement vers l'immobilier; ils vont aussi aux secteurs créateurs d'emplois comme la fabrication de matériel électronique, les télécommunications, les textiles et le tourisme – le type d'industries que nous voulons développer pour que le Canada réalise ses objectifs en matière de prospérité et d'emplois.

Des résidents de Hong Kong détiennent des titres canadiens d'une valeur de 20 milliards de dollars. Plus de 50 000 citoyens canadiens vivent à Hong Kong, où se trouvent aussi au moins 75 sociétés canadiennes, toutes les grandes banques du Canada et plusieurs compagnies d'assurance.

Si l'on excepte les États-Unis, l'ampleur de l'intégration économique entre le Canada et Hong Kong ainsi que de la présence physique de chacun sur le territoire de l'autre est plus étendue que dans toutes nos autres relations. Pour moi, cette relation sert de norme au type de liens que nous devons établir avec d'autres pays de l'Asie-Pacifique. Nous ne pouvons nous contenter d'y être des visiteurs occasionnels et des spectateurs curieux. Il nous faut être sur place, comme nous en convainc notre fiche de succès à Hong Kong.

En fait, le partenariat entre le Canada et Hong Kong représente le type de rapports qu'il nous faut établir partout ces jours-ci pour connaître le succès dans ce monde d'une compétitivité sans pareille. Les intérêts entre le Canada et Hong Kong attestent des avantages d'une relation qui déplace des idées, des messages, des gens, des services, des biens et des capitaux dans un va-et-vient continu, libre, accéléré et opportun afin de répondre aux exigences qui évoluent à un rythme rapide.

D'autres aspects de nos relations avec Hong Kong nous indiquent la voie à suivre ailleurs dans la région.

Les étudiants de Hong Kong représentent plus de 20 p. 100 de tous les étudiants d'ici venant de l'Asie-Pacifique, d'où proviennent plus de la moitié des étudiants étrangers au Canada, toutes origines confondues.

C'est là un atout pour le Canada, car en plus d'injecter en moyenne 30 000 dollars par an dans notre économie, ces étudiants deviennent ultérieurement les défenseurs du Canada à Hong Kong. Ils deviennent alors nos points de contact et, dans de nombreux cas, nos partenaires dans l'entreprise privée, l'administration publique, l'éducation, la culture et les médias.

C'est la raison pour laquelle nous voulons tirer profit de notre expérience avec Hong Kong dans ce que certains ont appelé « l'internationalisation de l'éducation » pour promouvoir nos services d'éducation et de formation dans d'autres pays de l'Asie-Pacifique. C'est un thème que le Premier ministre et moi-même développerons lors de notre prochain voyage en Asie du Sud et du Sud-Est, en janvier.

Certes, des questions se posent concernant l'avenir de Hong Kong, qui se prépare à devenir une « zone administrative spéciale » de la Chine en 1997. Hong Kong vient dans les toutes premières pages du programme de notre gouvernement qui doit faire face à deux grands défis. Tout d'abord, il doit veiller à ce que le retour à la souveraineté de la Chine s'y fasse en douceur, pacifiquement et avec harmonie et, ensuite, il doit assurer la continuité durant la transition. Notre gouvernement ne manque aucune occasion de le souligner au gouvernement de Beijing. À ce chapitre, nous nous réjouissons de la récente coopération entre la Grande-Bretagne et la Chine, notamment au sujet du tribunal de dernière instance. Manifestement, les deux parties peuvent concevoir des mesures créatives pour faciliter la transition tout en respectant la déclaration conjointe et les principes des deux pays.

Nous voulons que Hong Kong demeure un acteur de premier plan sur la scène mondiale et l'un des principaux centres de la nouvelle Asie-Pacifique. Les investisseurs et les commerçants ont besoin de cette garantie, comme d'ailleurs la Chine, si elle veut réussir au sein de l'économie mondiale.

Nous voulons que Hong Kong préserve les libertés et les droits fondamentaux de ses citoyens, associés à l'application continue des principes de la primauté du droit qui ont été d'un si grand apport à son développement dans le passé. Encore une fois, l'entente sur la création d'un tribunal de dernière instance, conclue au début de l'été, marque un grand pas dans la bonne direction. Elle permettra d'assurer la continuité de la *common law* de Hong Kong. Les récentes décisions facilitant la transition dans la fonction publique sont aussi d'un bon secours.

Par-dessus tout, et ce point revêt une importance toute particulière pour les membres de votre association, nous tenons à ce que les Canadiens de Hong Kong puissent continuer à se rendre, à travailler et à vivre à Hong Kong aussi librement qu'aujourd'hui. C'est là un point que nous cherchons encore à éclaircir avec les autorités chinoises. Alors que nous nous réjouissons de leurs assurances quant à la non-interférence et à la facilitation, nous continuons à demander des précisions sur des arrangements particuliers qui protégeraient le statut de ces Canadiens, celui de leurs familles ainsi que leurs intérêts commerciaux.

Ces questions continuent de nous préoccuper, mais je suis avant tout un « optimiste prudent ». Je crois que nous pouvons espérer une transition relativement harmonieuse, mais même une fois les détails réglés, il reste que ce qui compte réellement, c'est la réaction des milieux d'affaires internationaux.

Le succès de la transition repose en grande partie entre les mains des dirigeants chinois. La Chine pourrait fort bien devenir une force mondiale au chapitre de la production, du commerce et des finances. Hong Kong constitue une fenêtre sur l'économie mondiale et le gouvernement chinois se doit de bien l'utiliser pour deux raisons importantes. D'abord, pour soutenir l'impulsion actuelle du développement de la Chine, mais aussi pour exercer le leadership régional et mondial auquel ce pays peut aspirer.

Ce sont là des préoccupations que ressentent, tout comme nous, les autres membres de la communauté internationale concernant l'avenir de Hong Kong. Je suis néanmoins convaincu que Hong Kong continuera de prospérer et que les rapports entre sa population et celle du Canada continueront de s'intensifier à pas de géant. À mon sens, le succès des Canadiens à Hong Kong n'est qu'un autre avantage que procure l'Équipe Canada.

L'accès que donne Hong Kong aux marchés et aux capitaux asiatiques, et en fait la perspective unique qu'elle offre sur l'économie mondiale, sont indispensables au Canada, y compris au Québec. De la même manière, des organisations comme le commissariat du Canada à Hong Kong et la Chambre de commerce du Canada à Hong Kong donnent au milieu des affaires un accès sans égal à Hong Kong. Leur excellent travail, de même que les installations et les services que nous offrons à Ottawa et par l'intermédiaire de nos centres du commerce international, ne sont que quelques-uns des avantages que les gens d'affaires québécois peuvent partager avec le Canada et qu'ils partagent de fait. Ces faits revêtent une importance toute particulière à ce moment déterminant de notre histoire; il est en effet impératif que les Québécois soient bien conscients des avantages qu'ils tirent de leur appartenance au Canada pour ce qui est de nos liens avec les pays de l'Asie-Pacifique.

Il y a quelques semaines, je m'adressais à l'Association des restaurants chinois du Québec et j'exposais certains des risques qui se profileraient à l'horizon au lendemain d'un oui : le risque de perdre sa citoyenneté, des emplois et des droits de mobilité. J'étais allé plus loin dans les détails que je ne le ferai aujourd'hui, mais il existe un autre risque évident, particulièrement préoccupant pour nous qui aujourd'hui discutons de l'importance du commerce avec l'Asie pour notre économie. Se séparer du Canada signifierait que le Québec ne ferait plus partie d'un pays du Pacifique. Étant donné l'importance grandissante que revêt l'Asie, comme nous venons d'en parler, ce geste entraînerait une perte importante.

En tant que pays de l'Asie-Pacifique, le Canada est actif dans la région et est un des interlocuteurs à la table d'importantes organisations comme le mécanisme de Coopération économique Asie-Pacifique [APEC]. L'APEC regroupe toutes les grandes économies de la région, qui comptent parmi les plus dynamiques du monde et celles qui affichent la croissance la plus rapide. Cette organisation est en voie d'établir les normes du libre-échange dans la région et le Canada y participe activement. Le Québec ne peut pas se permettre de laisser passer une telle chance, car cela équivaldrait à diminuer l'impact futur des sociétés québécoises dans la région.

En fait, les sociétés québécoises font de bonnes affaires à Hong Kong dans le cadre de l'Équipe Canada. Il y a de nombreux projets dans les services, la haute technologie, les transports, la production d'électricité et le développement de l'infrastructure. Bénéficiant du poids que seule une approche comme celle de l'Équipe Canada peut conférer, les sociétés québécoises obtiennent des contrats valant des centaines de millions de dollars. Justement, notre équipe formidable de délégués commerciaux à Beijing et à Hong Kong travaille étroitement en ce moment avec le cabinet du maire Bourque, ici à Montréal, pour faire un succès d'une mission commerciale qui aura lieu le mois prochain. Le maire Bourque dirigera cette mission d'une trentaine d'entreprises dans différents secteurs concurrentiels. Je leur souhaite bonne chance.

En terminant, je vous dirai que je suis optimiste quant à l'avenir de Hong Kong. Il recèle bien sûr des problèmes, des incertitudes qui nous préoccupent et justifient la prudence. Mais la perspective d'ensemble reste positive. Hong Kong représente toujours un symbole durable et dynamique de succès en Asie-Pacifique.

Le taux de croissance pour 1995 devrait se situer à plus de 5 p. 100 - un rêve pour certains pays! C'est encore le marché le plus libéralisé du monde et un des milieux les plus propices aux affaires. C'est encore une porte d'entrée donnant au monde l'accès à la Chine et vice-versa.

Les Canadiens et le monde entier ont besoin d'être rassurés et de savoir que Hong Kong demeurera un endroit stable et prospère. Car Hong Kong est plus qu'un important partenaire commercial pour le Canada; des liens historiques et familiaux complètent et renforcent nos liens commerciaux.

En somme, il faudra déployer des efforts soutenus pour étendre par-delà le Pacifique les liens commerciaux noués partout en Asie et notamment avec Hong Kong, mais je suis persuadé que ces efforts seront couronnés de succès. Je crois que nous pouvons mettre à profit le meilleur accès aux marchés engendré par l'Uruguay Round et les progrès réalisés bilatéralement avec un certain nombre de pays. Il faudra faire des efforts bien ciblés de promotion du commerce, des investissements et du tourisme. Notre participation enthousiaste aux institutions de la région, surtout à l'APEC, sera profitable aussi.

Ces efforts pourront à leur tour bénéficier de mesures complémentaires qui contribueront fort utilement à la maturation de nos rapports bilatéraux ainsi que de notre rôle dans la région. Nos activités devraient servir divers objectifs et faire appel à un échantillon représentatif de notre population et de notre talent. Elles devraient dépeindre le Canada comme un partenaire très valable, engagé dans la course pour longtemps, pas simplement de passage. Je dis cela parce que le succès en Asie-Pacifique nécessite un engagement non seulement sur une longue période mais aussi dans de multiples champs d'activité. Cet engagement englobe à la fois des liens personnels entre les dirigeants, l'acceptation de certaines responsabilités dans des secteurs comme la paix, les droits de la personne et le développement démocratique; la reconnaissance de la valeur des liens culturels et éducatifs; et le partage d'expérience dans certains domaines comme la recherche-développement, la préservation de l'environnement ou d'autres enjeux d'intérêt public.

Pour moi, l'engagement voire la mobilisation des Canadiens d'origine asiatique en faveur du partenariat au sein de l'Asie-Pacifique revêt une signification particulière. Qu'ils soient représentants de grandes sociétés ou exploitants dynamiques de PME, ils peuvent contribuer à l'effort national dont nous avons besoin. Ils apporteront de l'empathie à nos liens en Asie-Pacifique, cette affinité culturelle qui avantage depuis longtemps nos rapports avec l'Amérique du Nord et l'Europe. La réalisation de nos aspirations commerciales dépendra en grande partie des liens qui se seront tissés entre nos peuples.

Depuis deux ans, le gouvernement que je représente et moi-même avons travaillé en ce sens et nous continuerons de le faire. Je vous invite à vous joindre à nous.

Merci.